

LOI SUR LA NATIONALITE

Empreinte de frilosité

C'est à l'unanimité que le comité executif du Clae vient d'adopter sa position au sujet du projet de loi 5620 sur la nationalité.

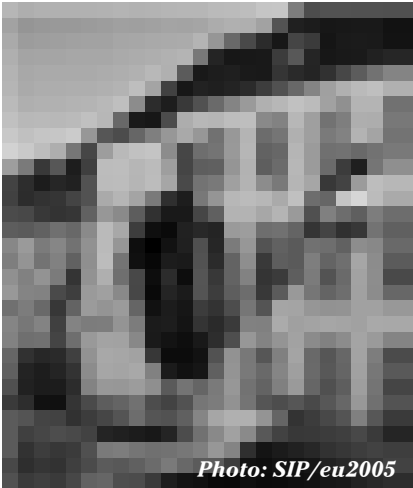


Photo: SIP/eu2005

(Clae/woxx) - Dès la constitution du Clae (comité de liaison des associations d'étrangers), en 1985, la question de la double nationalité et d'une simplification des procédures pour la naturalisation fût un souci important. En 2001, la loi sur la nationalité fût modifiée de manière assez approfondie. Des avancées positives furent adoptées en 2001 comme la réduction de la période de résidence de 10 à 5 ans ainsi que la possibilité d'opter pour la nationalité luxembourgeoise tout au long de sa vie. Mais cette réforme de 2001 contenait déjà les prémisses de ce qu'il faut bien appeler le "renforcement de l'identité par la loi" où par identité on entend exclusivement la connaissance de la langue luxembourgeoise. Cette réforme de 2001 ne tenait absolument pas comp-

te de la question de la double nationalité, malgré le fait que le Luxembourg comptait déjà à l'époque de nombreux cas de pluralité de nationalités et malgré le fait que le Conseil de l'Europe, depuis 1997, insistait pour qu'on n'oblige plus les personnes à renoncer à la leur nationalité d'origine en cas de demande de naturalisation.

La réforme de 2001

Une réforme donc qui laissait une certaine amertume d'autant plus que cette réforme de 2001, tout en insistant fortement sur la connaissance de la langue luxembourgeoise, ne donnait aucune indication du niveau de connaissance à atteindre. Elle laissait ainsi libre cours aux interprétations, larges ou très restrictives, des fonctionnaires chargés de recevoir les demandes de naturalisation et ne mettait pas en route les instruments scolaires et

autres nécessaires pour apprendre la langue.

Le Clae demandait que la procédure soit simplifiée en passant par un acte administratif et évitant ainsi le passage par la voie législative. Déjà en 2001, dans son avis, sur le projet de loi de l'époque, le Clae insistait sur le "droit du sol". Aucune des propositions ne fut écoutée à l'époque, mais, tout doucement, les mentalités ont évolué. Le programme de coalition de 2004 allait également dans le sens de modifier la loi sur la nationalité en introduisant la double nationalité au Luxembourg.

Et maintenant nous avons le projet de loi 5620 qui veut réformer la loi sur la nationalité et qui contient certes des avancées positives notamment au niveau de la procédure qui s'en trouve simplifiée, mais qui en même temps allonge les délais quant à la résidence. Selon le projet de loi on passerait de 5 à 7 ans de résidence obligatoire, alors dans de nombreux pays en Europe la tendance est à baisser ces délais.

Ce texte renforce la notion de "l'identité par voie législa-

tive" en augmentant encore plus les connaissances linguistiques requises (le français ou l'allemand ainsi qu'une connaissance approfondie de la langue luxembourgeoise), tout en indiquant qu'un règlement grand-ducal précisera le niveau de connaissance en langue luxembourgeoise à atteindre et qu'un test oral standardisé sera organisé au niveau national. On en reste donc à la notion de "intégration = connaissance de la langue luxembourgeoise" et cela sans prendre aucune mesure pour faciliter l'accès à la connaissance linguistique.

Un projet restrictif

Ce texte ne tient pas compte non plus de toute cette frange de la population issue de l'immigration et qui réside au Luxembourg depuis 20, 30 ou encore 40 ans et plus et qui pendant une grande partie de sa vie a travaillé au Luxembourg, dont les enfants et parfois les petits enfants sont nés au Luxembourg. Elles ont travaillé dans des secteurs économiques comme le bâtiment et d'autres secteurs où elles n'ont pas eu la possibilité d'entendre parler le lu-

xembourgeois et seulement un peu le français. Ces personnes, déjà faiblement scolarisées, n'auront aucune possibilité de devenir luxembourgeoises même, si par leur travail, le temps passé au Luxembourg, elles font partie du pays.

Bien évidemment le projet de loi n'aborde pas, même dans l'exposé des motifs, une évolution vers le droit du sol, alors que cette avancée est l'avenir pour notre société, vu la situation démographique et de composition de la population. Ce projet de loi qui est empreint de la frilosité et de la peur de la perte d'identité qui agite notre société depuis quelques années et que malheureusement nos responsables politiques, par leurs déclarations et leurs actes, contribuent à renforcer.

Ce n'est certes pas par des projets de loi aussi restrictifs que les notions de citoyenneté, de société ouverte et solidaire, de cohésion culturelle et sociale, d'influences culturelles multiples risquent d'avancer.

Avis

Avis d'adjudication

Ministère des Travaux publics

Administration des Bâtiments publics

Division des Travaux neufs

I.1) NOM, ADRESSES ET POINT(S) DE CONTACT

Ministère des Travaux publics, Administration des Bâtiments publics, Division des Travaux neufs
10, rue du St-Esprit
1475 Luxembourg
Luxembourg

Téléphone: (+352)46 19 19-1

Fax: (+352)46 19 19-555

Email: soumissions@bp. etat.lu

II.1.1) Intitulé attribué au marché

Atert Lycée à Redange/
Attert
1) Serrurerie et ferronnerie
2) piscine et fond mobile en inox

II.1.2) Type de marché et lieu d'exécution

Travaux
Lieu principal d'exécution: "Atert Lycée" à Redange/
Attert.

II.1.5) Description succincte du marché

2 soumissions différentes pour
1) Travaux de serrurerie et de ferronnerie
2) Travaux de piscine et de fond mobile en inox

II.1.8) Division en lots

Il convient de soumettre des offres pour: un ou plusieurs lots

Lot: 07/5274/1

Intitulé: 1) travaux de serrurerie et de ferronnerie

3) QUANTITE OU ETENDUE

- Garde-corps panneaux métalliques ca 550 ml

- Garde-corps panneaux en verre ca 80 ml

- Main-courante ca 1'600 ml

- Construction métallique avec panneaux translucides ca 270 m²
- Escaliers métalliques extérieurs pcs 2

Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.

La durée des travaux est de 140 jours ouvrables à partir du 2e semestre 2007.

Lot: 07/5274/2

Intitulé: 2) travaux de piscine et de fond mobile en inox

3) QUANTITE OU ETENDUE

- 1 piscine en inox 25 m x 15 m et tous les éléments annexes
- 1 fond mobile 15 m x 11 m
- divers

Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.

La durée des travaux est de 80 jours ouvrables à partir du 2e semestre 2007.

IV.1.1) Type de procédure

Ouverte

IV.3.3) Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires ou du document descriptif

Conditions et mode de paiement: Les intéressés sont tenus d'introduire leur candidature écrite au minimum 24 heures avant de retirer le dossier de soumission à L'Administration des Bâtiments publics
"Soumissions"
Boîte Postale 112
L-2011 Luxembourg
Télécopieur: 46 19 19-555

Les plans, cahiers de charges et bordereaux de soumission sont à la disposition des candidats à

l'adresse de l'administration à partir du vendredi, 16 mars 2007

IV.3.4) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation
07/05/2007 à 10:00

IV.3.8) Modalités

d'ouverture des offres

lundi 07 mai 2007 à 10:00
Lieu: Administration des Bâtiments publics, 10, rue du St-Esprit à Luxembourg

VI.3) AUTRES INFORMATIONS

Les offres portant l'inscription 'Soumission pour ... dans l'intérêt du Atert Lycée' sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

VI.5) DATE D'ENVOI DU PRESENT AVIS AU JOURNAL OFFICIEL DE L'U.E.

12/03/2007

Luxembourg, le 09 mars 2007
Le ministre des Travaux publics
Claude Wiseler

Avis d'adjudication

Ministère des Travaux publics

Administration des Bâtiments publics

Division des Travaux neufs

I.1) NOM, ADRESSES ET POINT(S) DE CONTACT

Ministère des Travaux publics, Administration des Bâtiments publics, Division des Travaux neufs
10, rue du St-Esprit
1475 Luxembourg
Luxembourg

Téléphone: (+352)46 19 19-1

Fax: (+352)46 19 19-555

Email: soumissions@bp. etat.lu

II.1.1) Intitulé attribué au marché

4e extension de la Cour de Justice des CEE
1) éclairage extérieur
2) fermeture mécanique
3) gardiennage

II.1.2) Type de marché et lieu d'exécution

Travaux
Lieu principal d'exécution: 4e extension de la Cour de Justice des CEE à Luxembourg

II.1.5) Description succincte du marché

3 soumissions différentes pour
1) travaux d'éclairage extérieur
2) travaux de fermeture mécanique
3) travaux de gardiennage

II.1.8) Division en lots

Il convient de soumettre des offres pour: un ou plusieurs lots

Lot: 07/5282/1

Intitulé: 1) travaux d'éclairage extérieur

3) QUANTITE OU ETENDUE

- 8 tableaux électriques secondaires et coffrets de distribution
- 34.000 ml de câble de distribution électrique
- 420 ml de chemins à câbles
- 925 luminaires extérieurs
- 1 système de chauffage par le sol pour rampe extérieure (surface: 245 m²)
- 750 m³ de travaux de terrassement

Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.

La durée des travaux est de

160 jours ouvrables à partir du 2e semestre 2007.

Lot: 07/5282/2

Intitulé: 2) travaux de fermeture mécanique

3) QUANTITE OU ETENDUE

Livraison et montage d'un système de fermeture à clés pour un nouveau bâtiment.
- Cylindres ± 4.000 pcs
- Allongements ± 2.000 pcs
- Cylindres à longueur spéciale ± 500 pcs
- Etablissement d'un plan de fermeture

Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.

La durée des travaux est de 60 jours ouvrables à partir du 2e semestre 2007.

Lot: 07/5282/3

Intitulé: 3) travaux de gardiennage

3) QUANTITE OU ETENDUE

Gardiennage de chantier et contrôle des accès pendant une période de 18 mois avec 5 agents.

· Livraison d'un système de contrôle des entrées et sorties par badge électronique.
· Livraison et gestion d'un système de fermeture provisoire (clés et serrures).

Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.
La durée prévisible des travaux est de 350 jours ouvrables à partir de mi 2007.

IV.1.1) Type de procédure

Ouverte

IV.3.3) Conditions

d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires ou du document descriptif

Conditions et mode de

paiement: Les intéressés sont tenus d'introduire leur candidature écrite au minimum 24 heures avant de retirer le dossier de soumission à L'Administration des Bâtiments publics
"Soumissions"
Boîte Postale 112
L-2011 Luxembourg
Télécopieur: 46 19 19-555
Les plans, cahiers de charges et bordereaux de soumission sont à la disposition des candidats à l'adresse de l'administration à partir du vendredi, 16 mars 2007

IV.3.4) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation
24/04/2007 à 10:00

IV.3.8) Modalités

d'ouverture des offres

mardi 24 avril 2007 à 10:00

Lieu: Administration des Bâtiments publics, 10, rue du St-Esprit à Luxembourg

VI.3) AUTRES INFORMATIONS

Les offres portant l'inscription 'Soumission pour ... dans l'intérêt de la 4e extension de la Cour de Justice des CEE' sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

VI.5) DATE D'ENVOI DU PRESENT AVIS AU JOURNAL OFFICIEL DE L'U.E.

12/03/2007

Luxembourg, le 12 mars 2007
Le ministre des Travaux publics
Claude Wiseler